

## Note

### **À l'attention des membres du groupe de travail de la Commission de coopération et de programmation**

164e réunion – Visio-conférence, 5 mai 2021

Paris, le 22 avril 2021

---

#### **Objet : Synthèse de la planification 2021.**

#### **1. Contexte**

La programmation 2019-2022 adoptée au Sommet d'Erevan (octobre 2018) puis révisée par la CMF de Monaco (octobre 2019) était bâtie sur une architecture de 18 programmes structurés autour d'une quarantaine de projets. Un premier travail d'évaluation et d'analyse a permis de présenter à la 159<sup>e</sup> réunion de la CCP (janvier 2020) une nouvelle matrice. Depuis lors, les actions entreprises dans le cadre de la transformation et de la modernisation du système de suivi-évaluation de l'OIF ont permis de renforcer l'agilité du modèle d'action de l'OIF et de recentrer davantage sa programmation sur les priorités et les attentes des Etats et gouvernements.

A la faveur de ce recentrage, la mise en place expérimentale d'une approche basée sur les projets phares s'est inscrite dans un processus dynamique de déploiement des projets pilotes et de restructuration de la programmation. Cette expérience s'est avérée essentielle pendant la crise sanitaire notamment en termes de flexibilité et d'adaptabilité. L'anticipation des effets de la COVID-19 sur la mise en œuvre des activités a permis de catalyser la restructuration de la programmation notamment à travers l'adaptation des modes de déploiement de l'OIF et la mise en place d'initiatives innovantes, utiles et plus ciblées.

La nouvelle architecture de la programmation présentée à la 162<sup>e</sup> réunion de la CCP du 21 octobre 2020 s'appuie sur une structure programmatique déclinée désormais autour de 25 projets phares contre une quarantaine auparavant.

La planification 2021 a été élaborée en tenant compte de cette structure programmatique avec une implication plus forte des Représentations extérieures (SRE) selon le principe de subsidiarité. Elle est principalement financée à partir du Fonds Multilatéral Unique (FMU) mais également à partir des reports de crédits de l'année 2020 sur 2021 notamment pour le renforcement de la portée des projets phares. Compte tenu de la situation sanitaire qui a impliqué les reports ou la reconfiguration de plusieurs activités (décision du CPF du 22 février 2021).

## 2. Orientations générales

La Secrétaire générale en droite ligne avec les besoins des Etats et gouvernements a souhaité que la planification 2021 puisse refléter les exigences de qualité devant permettre un accroissement de la pertinence et de la visibilité des interventions de l'OIF. Dès le lancement du processus de planification, des orientations claires sur les standards de qualité attendues eu égard à l'exercice, ont été communiquées par la Secrétaire générale qui a instruit les unités de programme de :

- Concentrer les efforts et les moyens sur les **projets phares d'envergure** touchant les cibles prioritaires (les femmes et les jeunes) tout en veillant à éviter la dispersion et à abandonner les plus petites actions à faible valeur ajoutée et moins pertinentes ou stratégiques au regard de notre mandat, de nos priorités et de notre expertise.
- Renforcer la **transversalité** entre les unités, en particulier en ce qui concerne l'intégration de la jeunesse avec l'appui de l'Unité jeunesse sport et citoyenneté (UJSC), de l'égalité femmes-hommes avec l'appui de l'Unité femmes-hommes (UEFH), de la société civile avec l'appui de la Direction de la Programmation et de l'Evaluation (DPE) et du numérique avec l'appui de la Direction la Francophonie économique et numérique (DFEN).
- Poursuivre, avec l'appui du SRE, la répartition des rôles et les modalités de collaboration entre le Siège et les Représentations extérieures au regard du principe de subsidiarité afin de renforcer l'**ancrage territorial et régional** des projets et actions.
- Poursuivre et amplifier le travail en termes de **levée de fonds** auprès des bailleurs autour des priorités et des projets phares de l'Organisation. A l'instar de ce qui a été mené pour le fonds « La Francophonie avec Elles » et le fonds « Images de la Francophonie »
- Veiller à la **visibilité des projets et des actions** de la programmation en parfaite cohérence avec la stratégie globale de communication de l'Organisation portée par la Direction de la communication (DCOM).

## 3. Synthèse des principales actions planifiées

La planification 2021 est bâtie autour de 25 projets, 5 outils et 2 dispositifs structurés autour des principales thématiques de l'OIF.

Le budget total (hors financements extérieurs) consacré aux actions planifiées se chiffre à 26 350 000 €, dont 6 850 000 € de report de 2020 sur 2021.

### 3.1 Langue française et cultures

Les principales priorités en matière de langues et cultures s'articulent autour des enjeux de la mise en place du dispositif de veille et d'alerte sur la langue française, les activités culturelles d'envergure avec une forte visibilité, l'autonomisation des artistes en particulier les femmes et les jeunes provenant des pays du sud, la mobilité des enseignants, la modernisation des CLAC et leur ouverture à davantage de transversalité, l'Observatoire de la langue française et la découvrabilité.

Par ailleurs, la poursuite de l'analyse de la pertinence et du positionnement des actions permettra de poursuivre le recentrage, au regard de son expertise et de sa valeur ajoutée, afin de proposer au Sommet de Djerba une offre renouvelée et renforcée en matière de langue française.

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Projet 01 Mobilité des	- Le déploiement du projet au Ghana, et sa poursuite au Rwanda (perspective d'étendre à d'autres pays selon les moyens disponibles)	1 000 000 €

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
enseignants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'élaboration du plan national pour l'enseignement/l'apprentissage du français ;</li> <li>- Le soutien à 5 projets provenant des associations d'enseignants de français à travers le partenariat avec la Fédération internationale des professeurs de français ;</li> <li>- La formation et la sensibilisation des professeurs et le milieu éducatif aux enjeux et la mise en œuvre du vivre ensemble.</li> </ul>	
Projet 03 Le français dans les relations internationales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation de près de 1550 diplomates et fonctionnaires ;</li> <li>- L'organisation de 5 séminaires en ligne sur la simulation de négociations internationales ;</li> <li>- Le déploiement de 50 jeunes professionnels de la traduction/interpréariat auprès des organisations internationales ;</li> <li>- Le soutien à des actions de médiation linguistique auprès des organisations internationales régionales partenaires ;</li> <li>- La production d'activités pédagogiques d'apprentissages du français dans les relations internationales (dont fiches pédagogiques, exercice d'autoapprentissage, modules de formation, unité d'enseignement).</li> </ul>	1 407 000 €
Projet 04 Plaidoyer découvrabilité, langue française et multilinguisme (dont Langues en dialogue et Dialogue des cultures)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'élaboration d'outils numériques au service de l'apprentissage du français dans des contextes multilingues à travers un appel à projets « langues en dialogues » ;</li> <li>- La réalisation d'états de lieux des situations sociolinguistiques au Bénin, Comores et RDC ;</li> <li>- La conception d'une formation régionale au management de politiques publiques en faveur de l'aménagement linguistique en partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie ;</li> <li>- La réalisation d'une cartographie des formations supérieures, laboratoires et travaux de recherche existant dans le domaine des politiques linguistiques ;</li> <li>- La production d'un film d'animation et d'une infographie en faveur du plaidoyer sur la découvrabilité des contenus francophones en ligne.</li> </ul>	255 000 €
Projet 05 Politiques et gouvernances culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appui à l'élaboration des stratégies des filières d'industries culturelles et créatives dans 5 pays ;</li> <li>- Le déploiement de la Rémunération pour Copie Privée (RPC) dans 8 pays.</li> </ul>	350 000 €
Projet 06 Production et événements culturels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le soutien à 50 films et séries dont 15 coproductions ;</li> <li>- Le soutien à au moins 3 œuvres sélectionnées dans les grands événements internationaux ;</li> <li>- Le soutien à 50 projets (cinéma, audiovisuel, artistiques et culturels, médiation culturelles et linguistiques) ;</li> <li>- Le soutien à 180 acteurs et professionnels de la culture (artistes, auteurs, journalistes réalisateurs, éditeurs et libraires) ;</li> <li>- Le soutien à la production de festivals, scénarios, activités artistiques ;</li> <li>- Les prix des Cinq continents, Ibn Khaldoun-Senghor, Trophée, Ismaël Diaby.</li> </ul>	1 780 000 €
Dispositif 1 CLAC 2.0	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La création de 12 nouveaux Centres CLAC au Cameroun (10) et Vanuatu (02) ;</li> <li>- L'extension de 5 réseaux CLAC existants par la création au total de 32 CLAC ;</li> <li>- La création de 20 Espaces du livre francophone (ELFE) au Vanuatu (12), Vietnam (08) et mise en réseau au Ghana (08) ;</li> <li>- La formation des responsables et coordonnateurs des réseaux CLAC ;</li> <li>- L'animation, le suivi et le soutien aux actions culturelles locales ;</li> <li>- La dotation des 232 CLAC du réseau du dispositif numérique BOU@TIC ;</li> <li>- Le renouvellement des collections d'ouvrage soit près 1 400 titres.</li> </ul>	910 000 €
Outil 1 Observatoire de la langue française	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation de 5 études sociolinguistiques</li> <li>- La mise en place d'une base de données consultable en ligne.</li> </ul>	200 000 €

### 3.2 Affaires politiques et gouvernance démocratique

En matière de consolidation de la gouvernance démocratique et des droits de l'Homme, la priorité sera portée sur le renforcement du travail d'analyse et d'influence mené en lien avec le Cabinet de la Secrétaire générale avec l'appui des représentations extérieures dans le cadre de leur mandat révisé.

Ce travail centré sur les pays africains devra notamment s'étendre à d'autres régions de l'espace francophone dans une logique d'efficience, qui privilégiera le renforcement interne de capacités d'analyse. La formation des contributeurs aux opérations de maintien de la paix à la langue française intégrera de manière très opérationnelle des actions de sensibilisation à l'interculturalité afin de positionner stratégiquement l'OIF sur ces deux dimensions et de donner plus d'impact à nos initiatives. La redynamisation des réseaux et des acteurs de la société civile permettra de les mobiliser davantage sur les priorités de l'OIF.

La subvention annuelle à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) sera redirigée vers des priorités à l'exemple de l'État civil. De même, certains soutiens aux associations et réseaux seront réévalués par rapport aux priorités et résultats concrets pour les populations.

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Projet 08 Processus démocratiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appui aux institutions intervenant dans les processus électoraux (commissions électorales, organes de régulation des médias, organes chargés du contentieux) ;</li> <li>- La consolidation et l'audit des fichiers électoraux ;</li> <li>- L'encouragement et la formation des candidatures féminines et des jeunes ;</li> <li>- Le renforcement des capacités des journalistes dans les processus démocratiques (Plus de 250 journalistes seront formés et 3 médias lauréats soutenus) ;</li> <li>- Le renforcement du rôle des parlements à travers l'APF ;</li> <li>- Le soutien à l'observation nationale et le suivi des droits d'Homme ;</li> <li>- Les missions électorales de la Francophonie.</li> </ul>	1 532 000 €
Initiative du projet 08 <i>Lutte contre la désinformation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accompagnement et la mise en réseaux de 50 structures de vérification des faits réparties dans 30 pays ;</li> <li>- L'accompagnement à titre pilote de 3 à 6 institutions nationales en matière de lutte contre la désinformation ;</li> <li>- Le renforcement des capacités de 20 institutions (institutions publiques, organisations de la société civile) réparties dans 10 pays dans la sensibilisation du public à la désinformation ;</li> <li>- La conduite et la diffusion de 5 à 10 études sur les phénomènes de désinformation dans différents contextes francophones, surtout du sud.</li> </ul>	220 000 €
Projet 09 Droit de l'Homme et justice	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mobilisation de plus 300 institutions judiciaires et autorités indépendantes, garantes de l'État de droit à travers 9 réseaux institutionnels ;</li> <li>- La formation de 1000 avocats ;</li> <li>- L'accompagnement de 3 États francophones et 3 ONGs dans l'Examen périodique universel ;</li> <li>- La formation de 40 défenseurs des droits de l'homme ;</li> <li>- La formation de 20 policiers dans l'accompagnement des enfants victimes de violences ;</li> <li>- La formation de 1000 personnes aux droits de l'Homme (CLOM en lien avec l'IFEFF) et de 350 personnels de 20 INDH ;</li> <li>- La mise en œuvre d'un projet pilote multiacteur de lutte contre la corruption à Madagascar ;</li> <li>- L'organisation, en partenariat avec l'APF, de 10 formations au bénéfice des Parlements.</li> </ul>	1 395 000 €
Projet 10 État civil	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La sensibilisation de plus de 10000 personnes de zones rurales ;</li> <li>- L'établissement de plus de 6 000 jugements déclaratifs rendus/actes d'état civil établis ;</li> <li>- L'élaboration d'un guide pour la modernisation de l'état civil.</li> </ul>	300 000 €
Projet 12 Paix et stabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement de la coopération OIF-G5 Sahel ;</li> <li>- Le soutien à au moins deux plans d'action nationaux "femmes, paix et sécurité" ;</li> <li>- La formation d'environ 1 000 personnes, dont 350 dans le cadre de l'appui aux OMP et 500 à travers un cours en ligne ouvert et massif (CLOM) ;</li> <li>- L'organisation d'au moins trois événements d'envergure de concertation sur</li> </ul>	1 200 000 €

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
	<ul style="list-style-type: none"> <li>le maintien de la paix, dont une ministérielle ;</li> <li>- La conduite d'une dizaine d'études et de rapports dont le rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone et une étude internationale sur les dispositifs de prévention de l'extrémisme violent ;</li> <li>- Le développement d'une version numérique de la méthode d'apprentissage du français « En Avant » pour les opérations de maintien de la paix ;</li> <li>- La réalisation d'un webdocumentaire sur les arts vivants comme outils de prévention de l'extrémisme violent.</li> </ul>	

### 3.3 Éducation et formation

En matière d'Éducation et de formation, les principales priorités s'articuleront autour d'une dynamique de complémentarité et de transversalité renforcée entre les Directions de programmes et les Représentations extérieures de l'OIF, les acteurs de la Charte ainsi que les partenaires bilatéraux en renforçant la dimension numérique.

En outre, il s'agira d'élaborer la stratégie d'action intégrée des CREF (tenant compte de la levée de fonds et de la visibilité en matière d'enseignement de la langue française). Une attention particulière sera portée à la création d'un nouveau CREF à Djibouti.

Afin d'offrir des dispositifs innovants, de qualité répondants aux besoins des populations, IFADEM poursuivra son déploiement 100% en ligne dans le contexte sanitaire actuel. Le projet « formation et insertion professionnelle des jeunes » aura une approche davantage orientée vers le numérique et la langue française et s'appuiera le cas échéant sur les CREF.

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Projet 14 Portail éducatif EFH	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement des compétences des enseignants pour la création de ressources pédagogiques expliquant comment aborder l'EFH dans l'enseignement (300 enseignants seront formés) ;</li> <li>- La production de ressources pédagogiques et recensement de bonnes pratiques afin d'aborder la dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes (1000 ressources pédagogiques seront développées et/ou indexées) ;</li> <li>- La mise à disposition de ressources disponibles et accessibles en ligne pour les enseignants et le personnel encadrement (il est attendu plus 100.000 visiteurs par an sur le portail).</li> </ul>	210 000 €
Projet 15 École et langues nationales (ELAN)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'extension de l'enseignement plurilingue (près de 2500 écoles bilingues seront appuyées soit plus de 3500 classes comptant environ 225 000 élèves) ;</li> <li>- La formation des formateurs et encadrants des enseignants à l'approche de l'éducation plurilingue (environ 6000 enseignants seront formés) ;</li> <li>- L'élaboration d'outils numériques de formation à distance au bilinguisme et la mise à disposition des ressources éducatives numériques pour le renforcement des capacités des acteurs ;</li> <li>- L'élaboration d'outils d'évaluation formative et sommative des acquis des élèves des classes bilingues.</li> </ul>	636 500 €
Projet 16 IFADEM 100% en ligne - Éducation des filles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en œuvre d'un dispositif de formation à distance destiné à un large public d'enseignants de l'éducation de base pour un meilleur apprentissage du et en français (environ 10 000 enseignants et 5000 directeurs et directrices seront formés) ;</li> <li>- La mise à disposition des documents pédagogiques et des cours en ligne ouverts et massifs (CLOM) à destination des enseignants ;</li> <li>- La formation des cadres des systèmes éducatifs à la conception et à la gestion de dispositifs de formation à distance (une centaine de cadres des ministères de l'Éducation seront formés).</li> </ul>	953 500 €
Projet 17 Formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accompagnement de 200 établissements de formation professionnelle et technique dans au moins 10 pays ;</li> <li>- La formation de 1000 conseillers et formateurs en pédagogie et ingénierie APC (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Comores, Haïti, Madagascar et Vietnam) ;</li> <li>- La formation de 10 formateurs en français professionnel au Cap Vert.</li> </ul>	500 000 €

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Dispositif 2 Centre régional francophone (CREF).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La poursuite du renforcement des capacités des jeunes enseignants, cadres de l'éducation dans le cadre du projet d'enseignement à distance Jeunes enseignants débutants en action (JEDA) en Afrique du Nord, Afrique de l'Est, Moyen-Orient, Asie du Sud-Est et Europe centrale et orientale;</li> <li>- La production d'outils de formation et d'autoformation ;</li> <li>- L'organisation d'activités favorisant le vivre-ensemble : camps d'été, cafés littéraires, théâtre scolaire francophone, concours, échanges culturels entre classes virtuelles ;</li> <li>- L'organisation de webinaires ;</li> <li>- Le développement d'une plateforme collaborative des CREFs.</li> </ul>	800 000 €
Outil 3 KIX	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lancement en ligne du centre « KIX Afrique 21 » organisé par le consortium AUF-CONFEMEN-IFEF avec la participation des Secrétaires généraux et directeurs de cabinet des ministères de l'Éducation ;</li> <li>- La publication d'une étude sur les priorités régionales dans le domaine de l'éducation.</li> </ul>	875 852 € (financement extérieur du Canada)

### 3.4 Économie et numérique

En matière d'économie et numérique à la faveur de l'adoption de la nouvelle stratégie économique pour la Francophonie, les efforts et les moyens seront concentrés notamment sur les missions économiques en coordination avec les Représentations extérieures, la mise en œuvre opérationnelle des « Pionnières de l'entrepreneuriat » ainsi que du projet « D-Clic, formation aux métiers du numérique » en vue d'obtenir des financements additionnels. La Stratégie économique de la Francophonie se dotera d'un cadre de mesure d'impact ainsi que d'un plan de communication et de diffusion concerté avec la direction de la communication.

En revanche afin de s'aligner sur les priorités et concentrer les efforts sur les actions à forte valeur ajoutée, un désengagement sera opéré sur les actions moins stratégiques à l'instar de la veille en innovation et Finnov, l'analyse et la sensibilisation sur la dette, la régulation et la formation à la gouvernance du numérique, la conférence mondiale des pays les moins avancés, etc.

Projet/ outil/ dispositif	Réalisations attendues	Budget
Projet 23 Commerce et investissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'organisation de 02 missions économiques et commerciales, l'une en Asie du Sud-Est et l'autre en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (près de 70 opérateurs économiques venant de pays visiteurs et participants aux missions économiques et commerciales ; près de 500 opérateurs économiques issus de pays visités ; Près de 400 rencontres B2B) ;</li> <li>- L'organisation des rencontres thématiques en ligne ainsi que du Forum économique international de la Francophonie en marge du Sommet de Djerba (au moins 5 forums d'affaires de haut niveau organisés ; Près de 25 structures partenaires mobilisées ; 200 entreprises participantes au forum).</li> </ul>	776 000 €
Projet 24 D-Clic Innovation et métiers du numérique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en œuvre de la phase pilote du projet D-Clic à travers la sélection d'opérateurs et la réalisation de formations ;</li> <li>- Le développement du dispositif d'analyse et de suivi de l'impact de l'initiative "Formation aux métiers du numérique" ;</li> <li>- Le soutien au développement des stratégies numériques territoriales dans l'espace francophone ;</li> <li>- Le soutien au Réseau francophone des ministres chargés de l'économie numérique (REFMEN) ;</li> <li>- La participation de l'OIF à Dubai Expo ;</li> <li>- Le soutien à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).</li> </ul>	2 073 000 €
Projet 25 « Les pionnières », Insertion, emploi, entrepreneuriat et plateforme de solidarité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accompagnement des entreprises pionnières, à travers deux cohortes, pour mobiliser les investisseurs en vue de favoriser leur accès au financement et leur passage à l'échelle ;</li> <li>- La réalisation d'une étude/cartographie sur le financement des PME en croissance ;</li> <li>- Le développement d'une solution applicative dédiée aux entrepreneur(e)s et innovateur/trices pour répondre aux besoins grandissants des membres de la communauté, en renforçant entre autres le dispositif de veille</li> </ul>	1 336 000 €



Projet/ outil/ dispositif	Réalisations attendues	Budget
	stratégique et de recherche sur l'innovation multisectorielle ; - L'analyse des politiques publiques existantes en matière d'insertion professionnelle afin de renforcer les capacités des pouvoirs publics (élaboration d'une étude sur l'insertion).	
Outil 5 Plateforme « Veille sur l'impact COVID-19 ».	- La mise à jour de la plateforme de veille permettant de suivre l'évolution de la situation économique de chaque pays membre face à la crise sanitaire ; - La réalisation de 54 fiches pays; - L'élaboration d'un rapport d'intelligence économique sur la diversité des économies francophones, particulièrement soulignées par la crise ; - La réalisation de 4 études/papiers d'analyses sur le financement ; - L'organisation de 6 sessions de concertation/sensibilisation.	388 000 €

### 3.5 Développement durable

Dans le domaine du développement durable, les efforts seront poursuivis pour recentrer les actions autour des nouveaux projets à forte valeur ajoutée répondant à la fois aux priorités et incluant les représentations extérieures : « Bassin du Congo », « Financement du climat dans le cadre du Fonds vert pour le climat des Nations unies ». L'initiative « Jeunesse et environnement » est en développement avec l'UJSC en suivi des conclusions de la consultation jeunesse. Également, dans cette même ligne, un plan ciblé d'utilisation des fonds de la subvention UE/ACP sera mis en place à la faveur des projets phares. Les plateformes et applications numériques seront mutualisées afin de rationaliser les coûts et amplifier les résultats attendus.

Les activités de vulgarisation des connaissances scientifiques seront ajustées en fonction des moyens disponibles afin de privilégier les actions de terrain.

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Projet 21 Ensemble pour l'atteinte des objectifs de développement durable	- L'appui aux collectivités locales dans leur démarche de planification du développement durable, de suivi et de reddition de compte ; - La réalisation de plus de 6 séminaires en ligne, de 2 CLOM et d'une trentaine d'articles de vulgarisation scientifique au bénéfice de plus de 15 000 personnes ; - Le développement de 2 plateformes numériques pour accélérer la transition numérique de l'IFDD et favoriser le passage à l'échelle de ses actions (plateforme des outils ASD et Académie virtuelle), visant 150 000 visiteurs par an ; - Le cofinancement de 6 projets structurants en matière d'économie circulaire, de tourisme durable, et de gouvernance locale, mobilisant plus de 500 000 euros en financements externes.	1 268 000 €
Projet 22 Francophonie, environnement et résilience climatique	- Le renforcement des capacités de plus de 6 000 acteurs (négociateurs, décideurs, ONG) sur les techniques de négociation ; - La sensibilisation et la formation de plus de 100 000 acteurs francophones sur les enjeux environnementaux ; - Le soutien de 3 pays du Sahel dans la mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres ; - soutien financier à 3 pays francophones pour le déploiement de démarches nationales de valorisation de l'environnement ; - L'accompagnement d'au moins 5 pays francophones dans le processus de demande de financement auprès du Fonds vert climat ; - le soutien technique et financier à 100 projets concrets et innovations à impact local.	930 000 €
Projet 26 Accès aux services énergétiques modernes en Francophonie	- La participation et l'organisation d'une concertation francophone lors d'événements internationaux dans le domaine de l'énergie ; - Le renforcement de la coopération avec les institutions évoluant dans le secteur de l'énergie (OING, Universités, centre de recherche, IRENA, CME, etc.) au bénéfice de la Francophonie ; - L'organisation de séminaires et de formations en ligne sur l'énergie durable (plus 5000 personnes formées dont une majorité de jeunes et de femmes) ; - L'organisation de formations de haut niveau destinées aux décideurs, aux opérateurs et aux professionnels du secteur de l'énergie (400 décideurs, opérateurs ou professionnels du secteur de l'énergie formés) ;	540 000 €

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information, sensibilisation, vulgarisation des connaissances scientifiques dans le domaine de l'énergie (4 outils mis à disposition ;</li> <li>- Mise en œuvre des projets énergétiques de l'UEMOA dans le cadre de l'Initiative régionale pour l'énergie durable (IREDD) ;</li> <li>- Soutien aux initiatives dans le domaine de l'efficacité énergétique.</li> </ul>	
Projet 27 Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo ( <i>projet en développement</i> )	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accompagnement des pays en vue d'accroître leur participation aux différentes concertations ministérielles et d'experts en marge de foras internationaux (300 délégués francophones);</li> <li>- L'élaboration de 2 dossiers nationaux, 2 dossiers régionaux et leurs dépôts auprès du Fonds Vert Climat ;</li> <li>- La formation de 2 500 personnes sur les métiers de l'environnement, de la transition énergétique et du Développement durable ;</li> <li>- Le soutien aux projets à impact rapide d'accès durable aux ressources au profit de 1 200 femmes et jeunes.</li> </ul>	240 000 €

### 3.6 Transversalité

#### *Jeunesse*

S'agissant du domaine de la jeunesse, les priorités seront portées sur un suivi structuré et concret de la grande consultation jeunesse à travers un plan de valorisation et de diffusion des résultats, une élaboration de projets ou initiatives répondant aux besoins des jeunes autour de l'environnement (en lien avec l'IFDD), de l'emploi (en lien avec le DFEN), de l'éducation (en lien avec l'IFEF). Afin de capitaliser sur la dynamique, un dispositif de dialogue avec les jeunes sera maintenu afin de favoriser leur participation aux réflexions et actions de l'OIF. La collaboration transversale entre l'UJSC et la DPAG se poursuivra sur le projet Radio Jeunesse Sahel en mettant en avant la dimension « jeunesse et citoyenneté » et en développant un partenariat avec la jeunesse au sein de la société civile.

#### *Jeux de la Francophonie*

Le processus de renouvellement du fonctionnement des Jeux de la Francophonie se poursuivra afin qu'ils soient plus visibles et moins coûteux en s'appuyant sur une démarche de levée de fonds auprès des partenaires privés et des mécènes en lien avec la réflexion portée par la SG sur l'avenir des Jeux, notamment au sein du GROG. Les Jeux de Kinshasa sont une opportunité extraordinaire de fédérer les jeunes de la région Afrique centrale autour du sport et de promouvoir la Francophonie auprès du plus grand nombre, la REPAC ainsi que l'UJSC contribueront à la mobilisation de la jeunesse.

#### *Égalité femmes-hommes*

En matière d'Égalité femmes-hommes, une priorité sera portée sur la mise en œuvre de la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles (Erevan, 2018) au regard de la valeur ajoutée, des moyens de l'Organisation aux côtés des autres acteurs de la Charte.

Les efforts se concentreront sur la mise en œuvre du Fonds « La Francophonie avec Elles » en lien avec les représentations extérieures pour l'accompagnement et le suivi des projets (suivi de la 1<sup>re</sup> édition et lancement de la 2<sup>e</sup> édition). Des actions de renforcement des capacités du personnel de l'OIF seront organisées en vue de l'intégration de l'EFH dans les projets dans tous nos domaines d'intervention. Des activités d'influence de l'OIF sur la scène internationale seront également soutenues.

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Outil 2 Plateforme GAF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mobilisation du réseau des GAFs à travers une application numérique dédiée ;</li> </ul>	100 000 €



Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
Projet 18 Sport, jeux et citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'animation du réseau des points focaux du dispositif de veille, d'alerte et d'action pour la langue française dans les organisations internationales.</li> <li>- L'amélioration des Jeux RDC 2022 avec la préparation des supports et l'organisation des réunions statutaires ainsi que le renforcement du suivi des préparatifs du dispositif opérationnel, les sélections sportives et culturelles et la mobilisation de l'expertise ;</li> <li>- Le renforcement de la visibilité des Jeux de la Francophonie 2022 et du pays hôte RDC avec le déploiement de la communication (site internet, relations presse...).</li> <li>- La réflexion sur l'avenir des Jeux, le lancement du processus de candidature en vue de la désignation d'un pays hôte pour les Jeux de 2025/2026</li> </ul>	1 100 000 €
Projet 11 Radio jeunesse pour le Sahel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture de 5 bureaux de RJS dans les 5 pays couverts par le projet ;</li> <li>- Le recrutement et la formation de 25 professionnels des médias (animateurs et techniciens) ;</li> <li>- La mobilisation d'une expertise éditoriale et technique pour former les personnels de la radio à la prise en main des équipements numériques et surtout à l'esprit RJS ;</li> <li>- L'acquisition et l'installation des émetteurs visant à la couverture hertzienne régionale de la radio ainsi que des équipements de diffusion numérique ;</li> <li>- L'organisation de 5 sessions nationales de sensibilisation de la jeunesse à la radio ;</li> <li>- La mise en place de 5 focus groups pour s'assurer de l'adéquation de la programmation ;</li> <li>- La dotation de la RJS d'un plan d'affaire pour sa pérennisation au-delà du cycle 2020-2022.</li> </ul>	815 000 €
Outil 4 Suivi de la Consultation jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositif de dialogues avec les jeunes en suivi des conclusions de la consultation Jeunesse ;</li> <li>- Le soutien aux projets et initiatives des jeunes et des organisations de jeunesse favorisant leur inclusion politique, économique, financière et socioprofessionnelle ;</li> <li>- Le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunesse (acteurs étatiques et non gouvernementaux) à mettre en œuvre des projets, à promouvoir les valeurs du vivre-ensemble et à participer à la vie publique ;</li> </ul>	390 000 €
Projet 19 Initiative Jeunesse et Environnement (en développement)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation/sensibilisation des jeunes à travers de séminaires en ligne sur l'environnement et les changements climatiques (Plus de 1 500 jeunes sont sensibilisés et 3 webinaires organisés) ;</li> <li>- L'organisation d'une concertation virtuelle en marge des foras internationaux sur le climat et la biodiversité en 2021 (au moins 200 jeunes accompagnés) ;</li> <li>- La formation de 2 000 jeunes pour le développement de leurs compétences sur les métiers de l'environnement et du climat ;</li> <li>- Des appuis directs à au moins 500 jeunes pour leurs projets d'innovation et d'entrepreneuriats.</li> </ul>	50 000 €
Projet 07 Fonds « La Francophonie avec Elles »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le soutien à une centaine d'initiatives concourant au renforcement des capacités d'autonomisation d'environ 100 000 femmes et filles de l'espace francophone.</li> </ul>	1 650 000 €
Projet 07 Activités EFH	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement des capacités en EFH au bénéfice d'organisations de femmes en situation de vulnérabilité dans les pays de déploiement du Fonds « La Francophonie avec elles » ;</li> <li>- La poursuite d'activités d'influence de l'OIF sur la scène internationale portant sur les niches thématiques de l'UEFH élargies aux autres thématiques de la stratégie EFH (Nations unies, Forum génération égalité, Conférence sur le numérique) ;</li> <li>- L'intégration effective de l'EFH au sein de l'OIF, par le démarrage de la mise en œuvre des recommandations de l'audit organisationnel EFH ;</li> <li>- Le renforcement des capacités de plus d'une centaine de membres du personnel de l'OIF, en vue d'une meilleure intégration de l'EFH dans les politiques, initiatives et programmes de l'Organisation.</li> </ul>	400 000 €
Initiative Femmes et Climat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation à distance de 300 femmes sur le montage de projets d'adaptation et de résilience climatique ;</li> </ul>	90 000 €

Projet/ outil/ dispositif	Principales réalisations attendues	Budget FMU
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le soutien à au moins 50 projets de femmes et de jeunes filles sur l'adaptation et la résilience climatique en lien avec le fonds « Francophonie avec Elles » ;</li> <li>- L'organisation d'une formation professionnelle pilote au profit des jeunes et leur accompagnement sur les métiers d'adaptation et de résilience climatique (100 jeunes filles visées) ;</li> <li>- L'organisation d'un forum virtuel de mutualisation de bonnes pratiques en matière d'adaptation et de résilience climatique au profit de 200 femmes et jeunes filles.</li> </ul>	
Projet 13 Société civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation de 20 organisations accréditées ;</li> <li>- Le financement de 10 projets portés par les OING/ONG pour un montant de 200 000 euros ;</li> <li>- L'appui à 5 organisations accréditées pour leur participation à des forums internationaux ;</li> <li>- L'appui à l'organisation de la conférence des OING.</li> </ul>	400 000 €

#### 4. Ajustements pour la mise en œuvre et le suivi

La planification est un processus évolutif sujet à des ajustements en cours d'année et, le cas échéant, à des réaménagements budgétaires en fonction de plusieurs paramètres notamment :

- L'évolution des enjeux et des besoins au sein de l'espace francophone ;
- Les orientations des États et gouvernements (notamment au sein de la CCP) ainsi que les priorités de la Secrétaire générale ;
- La situation sanitaire et les contraintes générées ;
- La réalité institutionnelle, partenariale et opérationnelle rencontrée dans la mise en œuvre ;
- Le processus de décentralisation et de dynamisation des représentations extérieures ;
- Les réflexions relatives aux projets en développement et en cours de recentrage ;
- La mobilisation éventuelle de contributions budgétaires additionnelles.

Les échanges sont amenés à se poursuivre, autant que nécessaire, entre les unités de programmes (transversalité) et avec les Représentations extérieures (décentralisation et ancrage territorial) afin de convenir ou préciser des modalités de collaboration les plus efficaces avec l'appui de la DPE et du SRE. Plus spécifiquement, l'équipe du DPE poursuivra l'accompagnement auprès des équipes afin de renforcer le suivi des projets de manière plus précise et cohérente.

Dans le cadre du renforcement du système de suivi-évaluation, la planification 2021 a été élaborée avec des indicateurs d'extrants correspondants au niveau de réalisations attendues de sa mise en œuvre. Le suivi de ces indicateurs sera systématisé à travers un tableau de bord.

Le tableau de bord de suivi des indicateurs sera le principal outil de suivi qui permettra de suivre les résultats au niveau du déploiement des activités mais également au niveau plus agrégé des réalisations sur la base d'indicateurs standardisés en fonction des modes et domaines d'intervention de l'OIF.

Les suivis se feront à fréquence semestrielle par la DPE qui sera chargée de compiler les données et de produire des notes d'analyse sur l'avancement des réalisations. Ces notes alimenteront le compte rendu d'exécution 2021.

Annexe

